

**ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS,
ALIMENTAIRES
ET TECHNOLOGIQUES**
Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél. : 01 53 14 69 00
Fax : 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Consultation N° 26-064

Procédure : Procédure adaptée ouverte issue de la consultation 26.064

Objet : Remplacement du système SSI du Musée des Moulages situé à l'Hôpital Saint Louis du GH NORD

Pour une durée courant de sa notification jusqu'à expiration de la garantie de parfait achèvement, la durée d'exécution prévisionnelle des travaux étant fixée à 12 mois.

Ce document comprend 20 pages, il est associé au cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	1 / 20

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Durée	3
1.3 : Lieu d'exécution des prestations	3
ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES	3
2.1 : Forme des prix	3
2.2 : Prix définitif	4
ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT	4
3.1 : Forme du marché	4
3.2 : Allotissement.....	4
ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
ARTICLE 5 : organisation generale de l'OPERATION	5
ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS	5
ARTICLE 7 : PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	6
7.1 : Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	6
7.2 : Organisation, sécurité et hygiène du chantier	6
ARTICLE 8 : contrôle ET RECEPTION DES TRAVAUX	8
8.1 : Essais et contrôles	8
8.2 : Réceptions	8
8.3 : Documents fournis après exécution.....	9
8.4 : Mise au courant et formation du personnel exploitant	9
ARTICLE 9 : GARANTIES	9
ARTICLE 10 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION.....	9
10.1 : Commandes (ou ordres de service).....	9
ARTICLE 11 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHE.....	10
11.1 : Contrôle	10
11.2 : Suivi du marché	10
ARTICLE 12 : MODIFICATION DU MARCHE PUBLIC	10
12.1 : Clause de réexamen	10
12.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire	11
12.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	11
ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	11
13.1 : Certificats.....	11
13.2 : Secret professionnel et confidentialité.....	11
13.3 : Obligations en termes de protection des données personnelles	12
13.4 : Accès aux établissements – Identification.....	14
13.5 : Grèves.....	14
ARTICLE 14 : FACTURATION – PAIEMENT	14
14.1 : Facturation	14
14.2 : Paiement	15
14.3 : Avances.....	15
ARTICLE 15 : ASSURANCES	17
ARTICLE 16 : NANTISSEMENT	18
ARTICLE 17 : PENALITES - RESILIATION.....	18
17.1 : Pénalités	18
17.2 : Résiliation	19
ARTICLE 18 : LITIGES	19
ARTICLE 19 : DEROGATIONS	20

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	2 / 20

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

1.1 : Objet

Le marché a pour objet le « **Remplacement du système SSI du Musée des Moulages situé à l'Hôpital Saint Louis du GH NORD** ».

Le présent projet concerne le remplacement du Système de Sécurité Incendie, du Musée des moulages, situé au sein du centre hospitalier Saint-Louis à Paris.

L'établissement est un bâtiment à usage de recherche et de musée, classé Etablissement Recevant des Travailleurs (ERT), implanté en site hospitalier occupé. Il est actuellement équipé d'un Système de Sécurité Incendie de catégorie 1 associé à un équipement d'alarme de type 1, nécessitant une mise à niveau complète.

Le bâtiment se développe sur plusieurs niveaux fonctionnels, comprenant un sous-sol, un rez-de chaussée, un entresol, un premier état et des combles, accueillant notamment des espaces muséographiques, des laboratoires de recherche, des bureaux, des locaux techniques, des réserves et des sanitaires.

L'opération objet de la présente consultation vise le remplacement intégral du SSI existant par un système de dernière génération, incluant notamment la création d'un Volume technique protégé (VTP).

Le projet s'inscrit dans une démarche globale de mise en conformité technique et réglementaire, tout en prenant compte des contraintes spécifiques d'un établissement hospitalier en exploitation et de la continuité des activités de recherche d'accueil du public.

Le détail technique des prestations attendues est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 : Durée

Le marché prend effet à compter de sa notification au titulaire.

La **durée d'exécution des travaux est fixée à douze mois**, à compte de la date de notification. Le marché prend fin à l'issue de la garantie de parfait achèvement, d'une durée d'un an à compter de la date de réception des travaux, sauf prolongation éventuelle liée à des réserves non levées.

La durée prévisionnelle des travaux est de douze mois. La durée de garantie de parfait achèvement est de 1 an.

1.3 : Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché sont exécutées par le(s) Titulaire(s) au sein des établissements hospitaliers suivants de l'Assistance publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP) :

- **Centre hospitalier Saint-Louis**, Musée des moulages, 1 avenue Claude Vellefaux, 75010 Paris

Le détail des prestations, objet du marché, est précisé dans le cahier des clauses techniques particulières.

ARTICLE 2 : DISPOSITIONS FINANCIERES

2.1 : Forme des prix

PRIX FORFAITAIRES

Le marché est conclu à prix forfaitaires pour l'ensemble des prestations détaillées dans le CCTP et listées dans l'annexe financière de l'Acte d'Engagement du marché, soit la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	3 / 20

2.2 : Prix définitif

PRIX FERMES

Les prix sont fermes pour toute la durée du marché.

ARTICLE 3 : ORGANISATION DE L'ACHAT

3.1 : Forme du marché

MARCHE DE TRAVAUX A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE

Le présent marché est un marché de travaux à prix global et forfaitaire, conclu pour la réalisation des prestations décrites dans les pièces contractuelles, et notamment dans le CCTP.

Le Titulaire s'engage sur le montant de la décomposition des prix globale et forfaitaire (DPGF) pour toute la durée du marché et pour l'ensemble des prestations listées.

3.2 : Allotissement

LOT UNIQUE

La dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations,

Les prestations sont réparties en un lot unique, le marché n'est donc pas alloti conformément à l'article L 2113-11 du Code de la Commande Publique.

N° de lot	Intitulé
Lot unique	Remplacement du système SSI du Musée des Moulages situé à l'Hôpital Saint Louis du GH NORD

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est régi par les documents mentionnés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles et ses annexes financières ;
- Le calendrier contractuel d'exécution de l'opération fixé par les parties lors de la mise au point du/des marché(s) et notifié aux titulaires à l'issue de la période de préparation ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicable aux marchés de travaux du bâtiment et ses annexes ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance ;
- L'offre du candidat.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	4 / 20

ARTICLE 5 : ORGANISATION GENERALE DE L'OPERATION

La maîtrise d'ouvrage est assurée par **l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris (AP-HP)**.

Pour la réalisation de l'opération objet du présent marché, les missions suivantes sont confiées aux intervenants ci-après :

- **Maîtrise d'œuvre** : entreprise **FEREST**
- **Contrôle technique** : entreprise **RISK CONTROL** ;
- **Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)** : entreprise **QUALICONSULT SECURITE** ;
- **Coordination du Système de Sécurité Incendie (SSI)** : entreprise **PREVENTION INCENDIE**

Le titulaire est tenu de **se conformer aux prescriptions, observations et visas** émis par ces intervenants dans le cadre de leurs missions respectives, ainsi qu'aux documents et instructions qui lui seront transmis par le maître d'ouvrage ou la maîtrise d'œuvre.

Il devra, en particulier :

- Participer aux réunions de chantier et de coordination auxquelles il sera convoqué ;
- Transmettre les documents d'études et d'exécution pour avis ou visa selon les procédures définies ;
- Prendre en compte, dans les délais impartis, les observations formulées par la maîtrise d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur SPS et le coordonnateur SSI.

ARTICLE 6 : EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent marché sont exécutées conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP) et aux autres pièces contractuelles. Elles sont également réalisées dans le respect des engagements pris par le titulaire dans son offre, lorsque ceux-ci sont plus favorable au Maître d'ouvrage, notamment en ce qui concerne les délais d'exécution, les matériaux et équipement utilisés ou fournis, les performances techniques et énergétiques, ainsi qu'à l'étendue et le périmètre des garanties proposées.

L'organisation générale des prestations, incluant notamment le phasage des travaux, les modalités d'intervention en site occupé, les interfaces avec les services de l'établissement et les contraintes liées à la continuité d'exploitation, sera précisée lors de la **réunion de démarrage du marché**, organisée postérieurement à la notification du marché.

Le démarrage des prestations est subordonné à la notification d'un ordre de service émis par le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité. Les ordres de service sont notifiés au titulaire par voie dématérialisée (courrier électronique), ou par tout autre moyen permettant d'en attester la date de réception.

Seuls les ordres de service signés et régulièrement notifiés au titulaire ont un caractère exécutoire et doivent être honorés.

Chaque ordre de service précise notamment :

- La nature des prestations à exécuter, incluant, le cas échéant, l'installation concernée et la phase d'intervention
- Les dates de début d'exécution, et, le cas échéant, la durée d'intervention ou les délais impartis
- La référence du marché.

Les prestations exécutées sans ordre de service régulier ne pourront ouvrir droit à aucune rémunération, sauf accord exprès et préalable du pouvoir adjudicateur.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	5 / 20

ARTICLE 7 : PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 : Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation aux dispositions de l'article 28.1 du CCAG Travaux, une **période de préparation d'une durée d'un mois** est prévue. Cette période court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant son démarrage. Elle a pour objet de permettre la mise au point de l'ensemble des dispositions nécessaires à l'exécution des travaux.

Pendant cette période, le titulaire devra arrêter, en accord avec la maîtrise d'œuvre, les éléments suivants :

- Le **schéma d'organisation du chantier**, incluant les modalités d'intervention en site occupé et les mesures de protections des zones environnantes ;
- Le **calendrier contractuel détaillé des travaux**, précisant les différentes phases d'intervention et les tâches correspondantes ;
- Les modalités d'exécution des travaux, incluant notamment les opérations de dépose, d'installation et de raccordement, ainsi que les dispositions relatives au **maintien des réseaux et installations existants** ;
- Les modalités de suivi de chantier, incluant le cadre type des comptes rendus de réunions de chantier ;
- Les documents relatifs à la **sécurité et à la protection de la santé**, conformément aux dispositions du CCAG Travaux en vigueur ;
- Les **documents d'exécution** nécessaires au démarrage des travaux, notamment les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail, dans les conditions prévues au CCAG Travaux.

Plus généralement, le titulaire devra produire, pendant cette période, tout document ou élément nécessaire au suivi, à la coordination et à la bonne exécution du chantier.

L'exécution des travaux ne pourra débuter qu'après validation, par la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage, des documents exigés au titre de la période de préparation.

7.2 : Organisation, sécurité et hygiène du chantier

1- Organisation matérielle et collective du chantier

Le titulaire est responsable de **l'organisation matérielle et collective du chantier** pour l'ensemble des prestations relevant du présent marché.

A ce titre, il est tenu :

- De se conformer à l'ensemble des **dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène, à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs** ;
- De mettre en place les installations nécessaires à l'exécution de ses travaux, dans le respect des prescriptions du CCTP et des consignes du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, du coordonnateur SPS et du coordonnateur SSI ;
- D'assurer, à ses frais, le **nettoyage des zones de travaux**, le ramassage des gravats et déchets issus de son activité, ainsi que leur évacuation conformément aux dispositions du CCTP.

Le titulaire assure également :

- La mise en place, le maintien et le **repli des installations de chantier**, y compris la signalisation, l'affichage réglementaires et les protections nécessaires ;
- La mise à disposition, la gestion et l'évacuation des **bennes de déchets**, ainsi que l'entretien général du chantier, incluant un **nettoyage approfondi au minimum hebdomadaire** ;
- L'organisation des accès et cheminements de chantiers, ainsi que les tracés d'implantation nécessaires à la bonne exécution des travaux, dans le respect des prescriptions techniques et des niveaux existants.

Le titulaire doit en outre prévoir les **dispositions nécessaires à l'accueil des visiteurs de chantier** ou des représentants du maître d'ouvrage, notamment la mise à disposition d'équipement de protection individuelle (casques, surchaussures ou bottes, etc.) pour un effectif minimum de quinze personnes.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	6 / 20

2- Sécurité et hygiène

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par les entrepreneurs dans les conditions prévues aux CCTP, à l'article 31.4 du CCAG-Travaux et conformément à la législation en vigueur.

3- Conditions générales d'exécution des travaux

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour se soustraire aux obligations du marché, ni pour formuler une réclamation ou prétendre à une quelconque augmentation de prix, des sujétions résultantes notamment :

- a) Des **mesures de sécurité** qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur et aux prescriptions du coordonnateur SPS ;
- b) Des **contraintes liées à l'exploitation normale de l'établissement hospitalier**, des circulations internes et des services en activité ;
- c) De **l'exécution simultanée d'autres travaux** ou interventions dans l'établissement.

Le titulaire devra, pendant toute la durée du chantier, prendre à sa charge **toutes les mesures nécessaires pour limiter les nuisances** occasionnées aux usagers, aux patients et au personnel de l'établissement, et notamment celles liées à :

- Les bruits de toute nature ;
- Les odeurs, fumées ou émanations diverses ;
- Les poussières ;
- Les détritres et gravats résultant des travaux.

A ce titre, le titulaire devra mettre en œuvre toutes les protections, dispositifs de confinement, procédés ou modes opératoires nécessaires à la réduction de ces nuisances.

En fonction des contraintes d'exploitation du site, certains travaux pourront être **imposés en horaires décalés**, y compris en dehors des heures ouvrables habituelles ou le samedi, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité supplémentaire, sauf stipulation contraire du CCAP.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs des inconvénients mentionnés ci-dessus ne peuvent être suffisamment atténués ou supprimés, le titulaire devra en informer sans délai la maîtrise d'œuvre et se conformer aux instructions qui lui seront données.

Pendant toute la durée des travaux, le titulaire assure, à ses frais, la protection, la garde et la conservation de ses matériaux, matériels, installations de chantier et ouvrages en cours de réalisation.

En cas de **vol, perte ou dégradation** de matériaux, matériels, outillages, ouvrages ou parties d'ouvrages relevant de sa responsabilité, les frais de remplacement et de remise en état sont intégralement à la charge du titulaire, sans préjudice des autres dispositions du CCAG Travaux.

4- Nettoyage de chantier

Pendant toute la durée de leurs interventions, les titulaires sont tenus d'assurer, à leurs frais, le nettoyage quotidien des zones de travaux, conformément aux stipulations du CCTP et aussi souvent que nécessaire. Le maintien en permanence d'un chantier propre et sécurisé constitue une obligation contractuelle du titulaire.

Un nettoyage approfondi devra en outre être réalisé par le titulaire de manière hebdomadaire, ou plus fréquemment si les conditions d'exploitation du site l'exigent.

Par nettoyage approfondi, la maîtrise d'œuvre entend notamment :

- Le dépoussiérage des surfaces,
- L'aspiration et le balayage des sols,
- Le nettoyage des surfaces à l'aide de linges humides adaptés,
- L'élimination des traces de colle, de peinture, de plâtre ou de tout autre résidu lié aux travaux.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	7 / 20

Ces opérations devront être réalisées à l'aide de matériels d'entretien professionnels, par du personnel disposant des compétences nécessaires à ce type d'intervention. En cas de non-respect de ces obligations, le maître d'œuvre se réserve le droit de faire procéder au nettoyage par une entreprise tierce, aux frais du titulaire défaillant.

Lorsque l'entreprise responsable du manquement ne peut être identifiée, les dépenses correspondantes pourront être imputées au compte des dépenses communes ou déduites du décompte général et définitif (DGD) du titulaire, selon les modalités fixées par le CCAP.

ARTICLE 8 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

Le représentant du pouvoir adjudicateur effectue l'ensemble des opérations de vérification quantitative et qualitative à l'issue des prestations afin de vérifier leur conformité au CCTP et aux engagements pris par le titulaire à travers son offre.

8.1 : Essais et contrôles

Les vérifications visuelles et les contrôles des ouvrages sont réalisés sur site conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Les constatations effectuées à l'issue de l'installation et préalablement à la réception seront réalisées conformément aux dispositions du CCAG Travaux et aux stipulations du CCTP.

Le titulaire procédera, sous sa responsabilité, à l'ensemble des essais, épreuves et contrôles nécessaires au bon fonctionnement des installations, conformément aux prescriptions du CCTP, aux normes en vigueur et aux dispositions du CCAG Travaux.

Ces essais porteront notamment sur :

- La vérification du fonctionnement des équipements,
- Les essais des dispositifs électriques, électroniques et de détection ;
- Les essais visant à vérifier les caractéristiques fonctionnelles exigés par les documents contractuels ;
- Les essais réglementaires du Système de Sécurité incendie (SSI).

Le titulaire pourra être amené à réaliser, en présence du maître d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre ou du coordonnateur SSI, des essais de fonctionnement préalables à la mise en service définitive des installations.

Si les résultats obtenus ne sont pas conformes aux prescriptions contractuelles, ou s'ils sont discordants avec les contrôles réalisés par le Maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre ou tout organisme mandaté, les essais complémentaires ou nouveaux imposés au titulaire seront réalisés à ses frais, sans incidence sur les délais contractuels.

Lorsque des essais ou contrôles supplémentaires sont demandés par le maître d'ouvrage :

- S'ils sont réalisés par le titulaire, ils sont exécutés à ses frais lorsqu'ils révèlent une non-conformité imputable à celui-ci ;
- S'ils sont réalisés par un tiers, les coûts correspondants sont supportés par le titulaire lorsque les résultats mettent en évidence une non-conformité ou un dysfonctionnement relevant de sa responsabilité.

Dans tous les cas, les essais et contrôles nécessaires pour obtenir un résultat conforme aux prescriptions contractuelles demeurent à la charge du titulaire.

8.2 : Réceptions

1- Généralités

La réception des travaux est réalisée conformément aux articles 41 du CCAG-Travaux. Elle prend effet à la date de l'achèvement des travaux et est demandée par le titulaire.

2- Levée de réserves

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	8 / 20

Le délai fixé au titulaire pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves assorties à la réception et/ou constatées pendant la période d'exploitation, est notifié par ordre de service.

8.3 : Documents fournis après exécution

La somme des études, constats, contrôles, et documents afférents à l'exécution que le titulaire d'un lot doit fournir est précisée au sein des CCTP et des articles 29.1 et 40 du CCAG-Travaux. Les titulaires fourniront lesdits éléments au maître d'œuvre à la fréquence déterminée par les CCTP.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

En complément de l'article 40 du CCAG-Travaux, il est précisé que les notices de fonctionnement et d'entretien doivent être rédigées en langue française, et doivent être strictement conformes au matériel posé.

Elles sont composées de :

- la documentation générale permettant au personnel utilisateur d'assurer en toutes circonstances et dans les meilleures conditions d'efficacité, l'utilisation du matériel ;
- le manuel de maintenance (informations concernant les opérations de petit entretien et de remise en état de matériel, périodicité des opérations de contrôle et d'entretien avec leurs modes opératoires, système de recherche méthodique des défauts en fonction des anomalies constatées, instructions de démontage, remontage, réglages, etc...);
- le manuel de composition (nomenclature des pièces constituant le matériel permettant de les identifier pour leur remplacement avec indication des distributeurs de pièces détachées) ;
- les guides et schémas de raccordement avec repérages normalisés.

Les plans et autres documents conformes à l'exécution sont constitués à partir des plans d'exécution et de synthèse mis à jour et certifiés conformes à l'exécution. Ils seront remis en deux exemplaires au maître d'œuvre (dont un exemplaire reproductible sur clé USB).

8.4 : Mise au courant et formation du personnel exploitant

Les entrepreneurs concernés sont tenus d'assurer la formation et l'information du personnel qui sera chargé, d'une part de l'exploitation, d'autre part de l'entretien du matériel neuf. Cette formation aura lieu avant que la décision de réception des travaux ne soit prise.

ARTICLE 9 : GARANTIES

Les travaux réalisés dans le cadre du marché bénéficieront de la garantie de parfait achèvement telle que prévue par le CCAG Travaux (article 44).

Le délai des garanties des équipements installés est également fixé à douze mois. Toutefois, si à travers son offre, le titulaire a proposé une durée de garantie ou une couverture plus intéressante pour le pouvoir adjudicateur, les éléments concernés primeront ledit article.

ARTICLE 10 : COMMANDE - LIVRAISON - RECEPTION

10.1 : Commandes (ou ordres de service)

Elles seront établies par les groupes hospitaliers, les pôles d'intérêt commun ou le siège de l'AP-HP et transmises au Titulaire, soit par courrier, soit par télécopie, soit par voie électronique. Elles comporteront obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un Code service à rappeler sur le bon de livraison et sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande, les date, heure et lieu de livraison.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	9 / 20

Elles seront échelonnées et émises au fur et à mesure des besoins.

Le Titulaire a la faculté de faire agréer un ou plusieurs sous-traitants par le RPA.

Validité des bons de commande : la durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin du marché.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution du marché afin de permettre une livraison à la date de début de marché.

Si le Titulaire du marché est situé dans un autre Etat membre de l'UE, tout bon de commande adressé au Titulaire du marché par les établissements de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris : FR95267500452.

Les bons de commande seront transmis, en cas de désignation d'un mandataire du groupement, à ce dernier.

ARTICLE 11 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

11.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du Titulaire.

11.2 : Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation ou par le réceptionnaire ou autre utilisateur du produit donnera lieu à l'émission d'une fiche ou lettre de non-conformité éditée par ACHAT et communiquée au Titulaire.

La fiche comprend une partie réservée au Titulaire. Celui-ci est tenu, pendant toute la durée du marché, d'y répondre sous quinzaine, en précisant les mesures correctives qu'il aura prises afin que la non-conformité ne se renouvelle plus. La réponse doit être adressée à ACHAT, Cellules Expertise et Conseil.

En cas de non-conformité des ouvrages, de dysfonctionnement constaté, de non-respect des prescriptions contractuelles, ou à l'issue des vérifications quantitatives et qualitatives et des opérations préalables à la réception, le Maître d'ouvrage pourra prononcer, conformément aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG Travaux), une décision de réception avec ou sans réserves, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des travaux.

Le cas échéant, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution pour être notifiée au titulaire afin de remédier aux non-conformités constatées. A défaut d'exécution satisfaisante dans le délai imparti, et après mise en demeure restée sans effet, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions prévues par le CCAG Travaux, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 12 : MODIFICATION DU MARCHÉ PUBLIC

12.1 : Clause de réexamen

En application du 1° de l'article L2194-1 du Code de la commande publique, le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le présent CCAP dans les cas suivants :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles références au marché,
- En cas d'évolution du périmètre d'exécution du marché par adjonction de groupes hospitaliers ou d'établissements non bénéficiaires initialement,
- En cas d'évolution importante du coût des matières premières ayant des conséquences importantes sur l'équilibre financier du marché.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	10 / 20

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du Titulaire du marché par voie d'avenant éventuellement. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

12.2 : Changement de dénomination sociale du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à ACHAT dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du Kbis mentionnant ce changement à l'adresse suivante :

ACHAT
Madame la Directrice
CHU Bicêtre
78, Rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin-Bicêtre

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale.
- Changement de statut juridique
- Changement de références bancaires
- Changement d'adresse

Un certificat administratif est alors établi par ACHAT.

12.3 : Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir le représentant du pouvoir adjudicateur, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

Le représentant du pouvoir adjudicateur vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ces capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités suffisantes, un avenant de transfert établi par le RPA est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'AP-HP peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

13.1 : Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du Code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire. Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les Titulaires du marché devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

13.2 : Secret professionnel et confidentialité

Le Titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	11 / 20

Le titulaire s'engage à respecter la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel des patients, agents, publics dont il pourrait avoir connaissance, directement ou indirectement, à l'occasion de ses missions, conformément aux dispositions applicables, notamment issues du Règlement général sur la protection des données, de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, et du code pénal.

Le Titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le représentant du pouvoir adjudicateur.

Le Titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le Titulaire à en couvrir les entières conséquences.

13.3 : Obligations en termes de protection des données personnelles

Un contrat spécifique de conformité au RGPD sera établi entre le prestataire et l'AP-HP, dans le lequel l'AP-HP aura le statut de responsable de traitement et le Titulaire celui de sous-traitant au sens du Règlement général sur la protection des données de l'UE 2016/679 (ci-après « RGPD »),

Le Titulaire devra notamment (i) garantir contractuellement qu'il respecte la réglementation applicable en matière de protection des Données personnelles (RGPD et loi Informatique, fichiers et libertés du 6 janvier 1978 modifiée) et (ii) reconnaître que les garanties de sécurité, de confidentialité et de disponibilité qu'il apporte constituent une condition essentielle de l'engagement de l'AP-HP.

Le Titulaire devra également :

- Effectuer pour le compte et sur les instructions de l'AP-HP les opérations de traitement de données strictement nécessaires pour fournir ses services prévus au Marché.
- Garantir qu'il ne traitera pas les données pour son propre compte ;
- Traiter les données personnelles uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet de la sous-traitance et ne pas les traiter à des fins incompatibles avec la finalité du traitement ;
- Garantir la sécurité, la disponibilité, l'intégrité et la confidentialité des données personnelles traitées et empêchées qu'elles ne soient déformées, endommagées, perdues ou communiquées à des tiers non autorisés ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles appartenant à ses équipes (i) n'aient accès qu'aux données personnelles dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution du Marché et, (ii) s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception (Privacy by design) et de protection des données par défaut (Privacy by default) ;
- Aider l'AP-HP à garantir le respect de ses obligations, notamment en matière de sécurité, et pour la réalisation d'analyses d'impact et, le cas échéant, pour la réalisation de consultation préalable de la CNIL ou toute autre formalité ou revue de conformité à effectuer.
- Mettre à la disposition à première demande de l'AP-HP la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations en lien avec la protection des données personnelles, notamment dans le cadre des audits
- Informer immédiatement par écrit l'AP-HP de toute modification le concernant et pouvant avoir un impact sur le traitement des données personnelles :
- Identifier tout risque et formuler sans délai tous conseils, alertes, mises en garde et préconisations dans le cadre du traitement de données personnelles, notamment en vue d'améliorer la sécurité des services ou de manière à permettre à l'AP-HP de prendre les décisions qui lui incombent ;
- Prévenir sans délai l'AP-HP dès qu'il en a connaissance de tout événement, choix ou mesure de nature à retarder, entraver ou perturber la bonne réalisation du traitement de données personnelles objet du présent marché, ou encore risquant d'affecter les objectifs de l'AP-HP ou de modifier les conditions techniques et/ ou juridiques en lien avec ledit traitement ;
- Répondre et collaborer de bonne foi et activement aux demandes d'audit et de contrôle effectuées par l'AP-HP elle-même, par un tiers de confiance ou par les autorités de contrôle, et fournir à cet

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	12 / 20

- effet toute la documentation nécessaire permettant de démontrer le respect de ses obligations en relation avec la protection des données personnelles ;
- Le cas échéant, aider l'AP-HP à donner suite aux demandes d'exercice des droits RGPD des personnes concernées par le traitement et fournir tous les moyens nécessaires à la gestion de ces demandes.
 - Notifier à l'AP-HP toute violation de données personnelles sans délai et au maximum dans les 24 heures après en avoir pris connaissance, avec l'ensemble des éléments contextuels nécessaires pour apprécier si une notification CNIL et une information des personnes concernées doit être réalisée
 - Prendre les mesures techniques et organisationnelles optimales afin de garantir un niveau de sécurité et de confidentialité des données adapté au risque notamment :
 - o La pseudonymisation et/ou le chiffrement des données;
 - o Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité des systèmes et des services de traitement et d'hébergement le cas échéant ;
 - o Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
 - o La sécurité physique et logique (informatique et réseaux de communication) ;
 - o La mise en place des mesures pour protéger les données contre une destruction fortuite ou illicite, une perte accidentelle, une altération, une divulgation ou un accès à des tiers non autorisés (dont le hacking ou la tentative de hacking des Données) ;
 - o Des mécanismes de restriction et de contrôle d'accès aux données, permettant d'affecter aux individus les droits d'accès aux données strictement nécessaires à leur mission
 - Au terme du marché, renvoyer toutes les données à l'AP-HP. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction immédiate de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire et de ses sous-traitants ultérieurs éventuels. Le titulaire n'est pas autorisé à réutiliser les données pour son compte, même en les anonymisant
 - S'agissant de ses sous-traitants ultérieurs éventuels :
 - o Lister de manière exhaustive ses sous-traitants ultérieurs (activités de traitement sous-traitées, identité et coordonnées du sous-traitant ultérieur) et communiquer cette liste à l'AP-HP (sera jointe au contrat, et toute modification en cours de contrat devra être soumises à l'autorisation de l'AP-HP)
 - o En tout état de cause tout sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les mêmes obligations que le Titulaire. Il appartient notamment au Titulaire de contrôler que ses sous-traitants ultérieurs présentent en permanence les mêmes garanties quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles (audits réguliers à faire). Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'AP-HP de l'exécution par ses éventuels sous-traitant ultérieur de ses obligations.
 - o Le Titulaire n'est pas autorisé à transférer les données personnelles hors de l'UE (lui-même ou via ses sous-traitants ultérieurs), étant précisé que tout accès distant aux données depuis l'extérieur du territoire de l'UE est considéré comme un transfert.
 - o Le Titulaire garantit que ni lui, ni ses éventuels sous-traitants ultérieurs ne sont soumis à des lois et réglementations contraires aux réglementations applicables en UE, et avertira sans délai l'AP-HP en cas d'impossibilité de se conformer au RGPD et la loi IFL en raison de lois étrangères qui lui seraient applicables, à lui ou à ses sous-traitants ultérieurs.
 - o En cas d'hébergement cloud de données de santé, le titulaire garantit que ce prestataire (i) héberge les données sur des serveurs en France ou au sein de l'UE (ii) dispose de la certification HDS, (iii) est conforme au référentiel SecNumCloud publié par l'ANSSI et (iv) garantit son immunité contre toute réglementation ou décision extra-européenne (v) garantit à tout moment le respect des dispositions du RGPD, (vi) fournit des garanties de réversibilité des services si nécessaire

Le Titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le Titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	13 / 20

Le Titulaire sera responsable vis-à-vis de l'AP-HP de la perte de documents remis sous quelque forme que ce soit, ou de la divulgation volontaire ou involontaire d'informations communiquées. Le Titulaire s'engage, à ce titre, à aviser sans délai l'AP-HP de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation des présentes obligations.

Le Titulaire doit procéder à la destruction ou à la restitution de tous les fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, à l'échéance du présent marché, ou préalablement sur ordre de l'AP-HP.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés, mais également à tout opérateur économique intervenant pour le compte ou en partenariat avec le Titulaire (cotraitants et sous-traitants notamment).

L'AP-HP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait nécessaire pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire. En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du code pénal.

L'AP-HP se réserve le droit d'exiger du Titulaire du marché, sans versement d'aucune indemnité, le remplacement immédiat de tout agent salarié de l'entreprise qui aurait contrevenu aux règles précédemment édictées.

L'AP-HP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées

13.4 : Accès aux établissements – Identification

Les personnels du Titulaire ou ses préposés et sous – traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du Titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise Titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

13.5 : Grèves

En cas d'arrêt de travail imputable au Titulaire, ce dernier devra assurer les prestations considérées comme indispensables en accord avec la personne publique.

En cas d'impossibilité pour le Titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, **l'AP-HP y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles aux frais, risques et périls du Titulaire afin d'assurer elle-même le service minimum.**

Les mesures, qui seront prises dans ce cas, seront limitées à la durée de l'absence d'organisation de service minimum, validée par l'AP-HP.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'Administration par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

ARTICLE 14 : FACTURATION – PAIEMENT

14.1 : Facturation

Les factures ne doivent comporter aucune condition générale de vente.

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le Titulaire du marché adressera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution Chorus Pro, à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Les factures électroniques seront transmises sur ce portail en utilisant le mode EDI, ou en déposant des fichiers PDF (signés ou non signés).

Les factures doivent indiquer :

- La mention « Facture »

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	14 / 20

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- Les coordonnées complètes de son compte bancaire telles que précisées sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le Code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le montant hors taxes et hors taxes avec remise (si remise proposée) ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Le montant total T.T.C. ;
- Le n° du bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) ou ordre de service (une facture devant référencer un et un seul bon de commande ou ordre de service) ;
- Le n° de SIRET de l'AP-HP : 267 500 452 01928 ;
- Le Code service de l'établissement ayant passé commande (présent sur le bon de commande) ;
- Le numéro de marché ;
- La date de réalisation de la prestation.

L'absence d'une des mentions listées ci-dessus entraînera un rejet de la facture.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente

Escompte :

La mise en place de la dématérialisation constitue une fluidification des échanges entre l'AP-HP et ses fournisseurs et se traduira pour les fournisseurs de l'AP-HP par des gains de traitement des commandes émises.

L'AP-HP est en mesure de prendre en compte les factures avec escompte.

Les factures bénéficiant d'un escompte feront l'objet d'un traitement prioritaire. Aussi le fournisseur devra indiquer dans son offre s'il consent un escompte à l'AP-HP ainsi que le taux accordé. Le taux proposé est à renseigner dans les annexes financières.

14.2 : Paiement

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales-FCS ou TIC ou Travaux.

En application de l'article R. 2192-11 du Code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur notamment aux dispositions des articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du Code de la commande publique.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de correction jusqu'à la remise d'une nouvelle facture en bonne et due forme.

14.3 : Avances

Le Titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles L. 2191-2 et L. 2191-3 du Code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

Le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R. 2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé au taux minimal de 5% prévu à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique.

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	15 / 20

14.4 : Décomptes et acomptes mensuels

1- Décomptes

L'entrepreneur dresse mensuellement un projet de décompte mensuel des travaux exécutés ou entrepris, conformément aux stipulations de l'article 12 du CCAG-Travaux.

Les projets de décomptes mensuels accompagnés des propositions de paiement seront transmis au maître d'œuvre par tout moyen permettant d'en apporter la preuve durant la période du mois ou lors de la réunion de chantier hebdomadaire.

Les décomptes mensuels sont cumulatifs et établis en prenant pour base la décomposition du prix forfaitaire.

2- Acomptes

Le paiement des acomptes mensuels est subordonné à l'acceptation des décomptes visés ci-dessus par le maître d'œuvre.

14.5 : Cas du règlement des travaux non prévus

Les travaux en supplément ou en déduction, résultant de modifications décidées par le Maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché, sont réglés conformément aux dispositions du CCAG Travaux, et aux articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique.

Le montant des travaux s'entend du montant évalué, au moment de la décision de modification, **à partir des prix initiaux du marché**, en tenant compte, le cas échéant, des prix nouveaux établis pour les travaux non prévus.

Le titulaire est tenu d'exécuter les travaux prescrits par ordre de service, dans la limite des dispositions réglementaires applicables aux modifications de marché.

Procédure applicable aux travaux non prévus

Lorsqu'une modification du marché est envisagée, la procédure suivante est appliquée :

- 1) La maîtrise d'œuvre notifie au titulaire une demande de chiffrage précisant la nature et l'étendue des travaux non prévus ou des adaptations de projet.
- 2) Le titulaire transmet, dans le délai fixé par ordre de service ou par la maîtrise d'œuvre, un devis détaillé, accompagné, le cas échéant, de sous-détails de prix, métrés et éléments techniques nécessaires à sa compréhension.

Les prix applicables sont déterminés selon l'ordre de priorité suivant :

- 1) Application des prix unitaires figurant dans la décomposition du prix global et forfaitaire lorsque les travaux sont de même nature.
- 2) Application de prix assimilables à ceux du marché lorsque les travaux présentent des caractéristiques similaires ;
- 3) A défaut, établissement de prix nouveaux, arrêtés en accord avec la maîtrise d'œuvre et le maître d'ouvrage, sur des bases économiques comparables à celles du marché.

Les devis validés par le Maître d'ouvrage préciseront notamment les quantités, les prix unitaires ou taux horaires applicables, ainsi que les justificatifs nécessaires, y compris les factures de fournitures, remises incluses le cas échéant.

Le titulaire est tenu de produire, dans les délais prescrits, les études, justifications et prévisions de prix demandées par le Maître d'ouvrage ou la Maîtrise d'œuvre.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	16 / 20

Ces études et devis sont réputés inclus dans les obligations contractuelles du titulaire et n'ouvrent droit à aucune indemnité s'ils ne donnent pas lieu à exécution de travaux.

Aucun travail supplémentaire ou modification de prestations ne donnera lieu à indemnisation au titre des études ou du chiffrage, quelles que soient leur nature ou leur étendue.

Limites de variation du montant des travaux

Dans le respect des articles R.2194-1 à R194-10 du Code de la commande publique, le marché peut être modifié dans la limite de **15% du montant initial**.

Par dérogation aux dispositions du CCAG Travaux :

- Le seuil de variation prévu à l'article 14.2.2 du CCAG Travaux est porté de 10% à 15% ;
- L'augmentation limite des travaux forfaitaires prévue à l'article 14.3 du CCAG est portée à 15 % de la masse initiale.
- La diminution limite prévue à l'article 15.1 du CCAG est portée à 15% de la masse initiale.

Toute augmentation ou diminution de la masse des travaux fera l'objet d'une décision de modification du marché, conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

ARTICLE 15 : ASSURANCES

Le Titulaire doit justifier, avant tout commencement des travaux, de la souscription auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable et agréée, des polices d'assurances couvrant sa responsabilité, conformément aux dispositions aux marchés publics de travaux.

A ce titre, le titulaire devra être titulaire, à minima :

- Assurance responsabilité civile professionnelle : Couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent, du fait : des dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage, à ses agents, aux usagers et aux occupants des locaux ; les dommages causés aux biens, résultant des travaux exécutés, du fait de ses personnels, de ses matériels, installations, engins, équipements ou produits ; des accidents, incendies ou sinistres imputables aux moyens et méthodes mis en œuvre sur le chantier.
- Assurance de responsabilité civile décennale : Conformément aux articles 1792 et suivant du Code Civil, le titulaire devra, au plus tard à la date de signature de son marché, justifier d'une assurance de responsabilité civile décennale couvrant les travaux exécutés au titre du présent marché, notamment ceux susceptibles d'affecter la solidité des ouvrages ou de les rendre impropres à leur destination, y compris les équipements indissociables. A défaut d'assujettissement à la garantie décennale, le titulaire devra produire une attestation motivée justifiant de cette situation, sous sa seule responsabilité.

Au plus tard à la signature de son marché le titulaire devra justifier de cette assurance en produisant une attestation comportant les mentions suivantes :

- Assureur, N° de contrat
- Date d'effet
- Assurés
- Activités assurées
- Montant assurés (garanties décennales et complémentaires)
- Désignation de l'opération de construction
- Désignation du marché de l'assuré
- Date de la DOC

- Assurance des biens confiés : Le titulaire devra également être assuré pour les dommages, pertes, vols ou détériorations causés aux matériels, équipements ou ouvrages appartenant à l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris, qui lui seraient confiés ou sur lesquels il serait amené à intervenir, sur la base de leur valeur de remplacement à neuf.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	17 / 20

ARTICLE 16 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-51 du code de la commande publique.

ARTICLE 17 : PENALITES - RESILIATION

17.1 : Pénalités

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les modalités d'application des pénalités sont définies ci-après. L'application de pénalités et retenues ne fait pas obstacle aux mesures coercitives définies dans le C.C.A.G. (article 52).

Pénalité pour défaut de fourniture des attestations fiscales et sociales

En cas de non-respect des obligations définies à l'article « Certificats » du présent Cahier des clauses administratives particulières relatives à la production périodique des attestations fiscales et sociales, le Titulaire pourra se voir appliquer des pénalités de 500 euros par jour de retard. Le montant total de celles-ci ne peut excéder 10 % du montant minimum du marché ni la somme de 45 000 euros.

Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux

En cas de dépassement du délai contractuel global d'exécution, il sera appliqué une pénalité de **300 €** par jour calendaire de retard.

Pénalités pour retard dans la remise des documents d'études (EXE)

En cas de non-respect du délai de remise des documents d'exécution (études EXE, plans, notes de calcul) fixé au CCAP et au planning : **150 €** par jour calendaire de retard, par type de document non remis.

Pénalités pour retard dans la remise du DOE

En cas de non-remise du DOE complet et conforme dans les délais contractuels : **200 €** par jour calendaire de retard.

Pénalités pour indisponibilité ou altération du SSI existant

En cas de mise hors service non autorisée, de dysfonctionnement, de dégradation du SSI existant portant atteinte à la continuité de la sécurité incendie, hors opérations validées par la maîtrise d'ouvrage : **1000 € par incident constaté**, sans préjudice des mesures conservatoires pouvant être imposées.

Pénalités pour non-respect des règles de propreté et de gestions des déchets

En cas de non-respect des prescriptions relatives : au nettoyage journalier du chantier, à l'évacuation et au tri des déchets, à la tenue des accès et zones de travaux, cela Après constat contradictoire : **200 € par manquement constaté**, indépendamment de l'exécution d'office aux frais du titulaire.

Pénalités pour non-conformité lors des essais et contrôles

En cas de non-conformité constatée lors : des essais réglementaires, des essais fonctionnels, des opérations préalables à la réception, nécessité une reprise imputable au titulaire : **300 € par non-conformité**, sans incidence sur les délais contractuels.

Pénalités pour absence injustifiées aux réunions et opérations clés

En cas d'absence injustifiée du titulaire ou de son représentant habilité : aux réunions de chantier, aux essais, aux OPR, à la réception, **150 €** par absence constatée.

Pénalité pour dégradation des ouvrages existants

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	18 / 20

En cas de dégradation des ouvrages ou équipements existants, imputable au titulaire, constatée contradictoirement, et notamment concernant les locaux, faux plafonds, menuiseries, ouvrages de second œuvre ou équipements existants hors Système de sécurité Incendie, le titulaire est tenu de procéder à la remise en état complète des ouvrages dégradés, à ses frais, dans un délai fixé par la maîtrise d'œuvre.

A défaut de remise en état conforme dans le délai imparti, ou en complément de celle-ci, il pourra être appliqué une pénalité forfaitaire de **300 €**.

Toute dégradation devra faire l'objet d'un remboursement.

Le prestataire sera tenu responsable des dégâts éventuels causés à l'AP-HP.

L'application de ces pénalités ne dispense en aucun cas le titulaire d'indemniser le Maître d'Ouvrage du préjudice qu'il aura effectivement subi.

L'ensemble des pénalités est applicable de plein droit par simple constatation par le Maître d'Ouvrage de l'existence de leur fait générateur, sans qu'il soit nécessaire d'adresser une mise en demeure au titulaire. Elles sont immédiatement déductibles des situations mensuelles du titulaire et sont sans préjudice à l'exercice par le Maître de l'Ouvrage de tout autre droit, y compris son droit de résiliation ou d'imputation au titulaire des coûts induits par sa négligence.

Dans le cas de groupement payé séparément, les pénalités sont réparties entre ceux-ci conformément aux indications données par le mandataire.

Dans l'attente de ces indications, les pénalités sont retenues en totalité au mandataire, sans que cette opération engage la responsabilité du Maître de l'Ouvrage à l'égard des autres cotraitants.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de cumuler les pénalités provisoires en les transformant en pénalités définitives au moment de l'établissement du décompte final, ou de les réduire en partie ou totalement

17.2 : Résiliation

Les dispositions prévues par le C.C.A.G. Travaux s'appliquent.

ARTICLE 18 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le Titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

Ci-dessous les coordonnées dudit Tribunal compétent :

Tribunal Administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Médiation interne au Pôle d'Intérêt Commun ACHAT : Achats Centraux, Hôteliers, Alimentaires et Technologiques

Il est possible, pour les parties au présent contrat, de saisir le médiateur interne à ACHAT concernant les difficultés dans l'exécution du présent marché.

E mail : mediation.interne.aca@aphp.fr

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	19 / 20

ARTICLE 19 : DEROGATIONS

L'article 17.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 19 du CCAG Travaux sur les modalités d'applications des pénalités.

L'article 17.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 19.2 CCAG Travaux relatif à l'exonération des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000€.

L'article 4 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 4.1 du CCAG Travaux relatif à l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

L'article 7.1 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 28.1 du CCAG Travaux relatif à la durée de la période de préparation.

L'article 14.5 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.2.2 du CCAG Travaux relatif au seuil de variation des travaux, en portant ce seuil de 10 à 15%.

L'article 14.5 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 14.3 du CCAG Travaux relatif à l'augmentation limite des travaux forfaitaires, en portant cette limite à 15% de la masse initiale.

L'article 14.5 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) déroge à l'article 15.1 du CCAG Travaux relatif à la diminution limite de la masse des travaux forfaitaires, en portant cette limite à 15 % de la masse initiale.

AP-HP	Consultation n°26.064	ACHAT
CCAP.12	Dernière mise à jour du : 26/09/2025	20 / 20